

Bulletin d'histoire politique

La perte de conscience nationale

Antonin-Xavier Fournier



Volume 20, numéro 3, printemps 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1056204ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1056204ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Fournier, A.-X. (2012). La perte de conscience nationale. *Bulletin d'histoire politique*, 20(3), 140–148. <https://doi.org/10.7202/1056204ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2012

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

La perte de conscience nationale

ANTONIN-XAVIER FOURNIER
Professeur de sciences politiques
Cégep de Sherbrooke

Trop souvent, on tente de réduire les nombreuses crises que traverse, ou a traversés, le Parti Québécois à un affrontement entre les « pragmatiques » et les « pressés », pour reprendre l'expression récemment utilisée par Pauline Marois. À ce chapitre, les différentes épithètes utilisées au cours des dernières décennies montrent bien que les militants et les membres du PQ sont essentiellement divisés entre deux grandes tendances. En effet, que l'on qualifie les souverainistes de « purs et durs » ou encore « d'étapistes » ou que l'on préfère la terminologie de madame Marois, une réalité demeure incontournable : chaque chef du PQ doit, en quelque sorte, composer avec ces deux factions qui ont une conception différente des moyens à prendre afin d'arriver à leurs fins. Pour les uns, il faut que le PQ utilise tous les moyens à sa disposition pour promouvoir l'indépendance. Pour les autres, il faut trouver un compromis afin de répondre au vœu de la majorité des Québécois qui tient à éviter la rupture radicale en assumant curieusement ce paradoxe caricatural que l'histoire a validé : un Québec fort dans un Canada uni.

D'une crise à l'autre

Cette confrontation n'est donc pas nouvelle et la crise qui secoue actuellement le PQ ne doit en aucun cas oblitérer les autres épisodes qui ont opposé périodiquement les deux clans idéologiques du PQ. Déjà, à la fin des années 1960, on voyait se dessiner, à travers la lutte entre le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) et le Mouvement souveraineté-association (MSA), les querelles fratricides qui accablent actuellement le Parti Québécois¹. La prise du pouvoir en 1976 n'a rien changé à cette confrontation qui s'est poursuivie dans les controverses entourant la stratégie référendaire de 1980. Suite à la première défaite référendaire sous

l'impulsion de René Lévesque, le PQ traversa sa première grande crise existentielle soulevée par l'adoption du « beau risque » et par la mise en veilleuse de l'indépendance². L'arrivée de Pierre-Marc Johnson à la tête du PQ et son projet « d'affirmation nationale » confirmèrent cette nouvelle vision plus autonomiste, cristallisant davantage le clivage entre les « indépendantistes radicaux » et les « souverainistes mous ».

Par la suite, Jacques Parizeau tenta bien d'imposer définitivement une vision plus « affirmative » de l'indépendance³, mais il dut lui aussi rencontrer les mêmes défis que ses prédécesseurs en s'écartant peu à peu de son plan initial. Ce repli stratégique s'observa notamment à l'occasion du deuxième référendum où le Premier ministre fit une place substantielle au chef du Bloc Québécois, Lucien Bouchard, qui incarnait à merveille l'ambivalence des Québécois et le pragmatisme d'un nombre important de souverainistes.

La deuxième défaite référendaire en 1995 a permis, bien partiellement cependant, de reléguer au second plan cet antagonisme grâce notamment à la victoire électorale de 1998 et en raison du traumatisme occasionné par la perte du deuxième plébiscite sur la souveraineté. Mais là encore, la cohabitation entre les deux factions du PQ fut parfois houleuse et le « négociateur en chef » de 1995, devenu premier ministre, dut lui aussi affronter plusieurs querelles, à un point tel qu'il menace de démissionner suite à un humiliant bras de fer avec l'aile radicale du Parti en 1996⁴. Il faut dire que Lucien Bouchard, avec ses « conditions gagnantes », n'a rien pour rassurer les militants pressés qui veulent entendre parler d'indépendance et d'un troisième référendum.

Bernard Landry, qui devient chef en 2001, restera finalement prisonnier des formules de son ancien chef malgré la « saison des idées » et la promesse de tenir un référendum « le plus tôt possible ». Cette promesse ne sera cependant pas suffisante, de sorte que les radicaux du parti lui retirent leur confiance à l'occasion du Congrès de 2005, menant *de facto* à une démission précipitée. En ce qui concerne le passage éphémère d'André Boisclair, dont les volontés indépendantistes étaient souvent jugées suspectes, les radicaux n'ont pas eu la chance de le déstabiliser puisque l'élection de 2007 a relégué le PQ au rang de tiers parti, provoquant une démission inéluctable.

Ces crises cycliques permettent donc de relativiser la situation actuelle et de poser la question : pourquoi le PQ doit-il constamment faire face à des crises existentielles qui viennent miner sa crédibilité, qui démobilisent sa base électorale et qui fragilisent ses chefs ? Chose certaine, la réponse à cette question dépasse largement la question très circonstancielle du leadership ou de la chefferie. En vérité, la tempête qui secoue les souverainistes est le résultat d'un amalgame de conjonctures complexes qui, isolément, n'expliquent que partiellement la réalité. Cependant, prises dans

leur ensemble, elles donnent la pleine mesure d'une tourmente qui n'a certes pas fini d'alimenter le débat public.

L'échec d'une société

Une des explications qui nous aide à comprendre la situation précaire dans laquelle se trouve actuellement le mouvement souverainiste au Québec réside sans doute dans l'incapacité du PQ à réaliser son principal objectif : faire du Québec un pays. La crise actuelle est donc aussi le résultat d'un projet de société qui, à l'évidence, a échoué. Si le PQ et Pauline Marois ne font pas la promotion de l'indépendance, c'est d'abord et avant tout parce que les Québécois sont plutôt tièdes à l'idée de se prononcer à nouveau sur cette question, ce que démontre avec éloquence un sondage de Léger Marketing diffusé en novembre 2010 où 64% des Québécois se disent réfractaires à la tenue d'un troisième référendum sur la souveraineté⁵. Plus révélateur encore, le sondage indique que si le PQ s'engageait clairement à tenir un référendum rapidement après une victoire électorale, ses appuis déclinent au point où il serait plus difficile de remporter une élection. L'arrivée récente de la Coalition avenir Québec (CAQ) dirigée par l'ancien ministre péquiste François Legault s'inscrit dans cette tendance de ne pas s'engager à nouveau dans l'éternel débat Québec-Canada. En se présentant comme un politicien qui cherche à transcender la question nationale et à dépasser l'antagonisme fédéraliste-souverainiste, François Legault cherche à exploiter cette fatigue de la population à l'endroit du contentieux national, prouvant *de facto* l'échec des souverainistes à entretenir la flamme nationaliste.

Par ailleurs, dans une perspective plus large, les Québécois n'ont jamais véritablement adhéré massivement au principal projet de société du PQ, ce que confirme l'évolution des appuis à la souveraineté depuis 1962⁶. En fait, depuis bientôt cinquante ans, les Québécois n'ont appuyé significativement la souveraineté qu'à l'occasion de la période allant des échecs de Meech et Charlottetown au référendum de 1995. C'est à la lumière de cette incapacité du mouvement souverainiste à mobiliser l'électorat qu'il faut analyser le programme de gouvernance souverainiste proposé par Pauline Marois à l'occasion du congrès d'avril 2011, congrès, rappelons-le, où plus de 93% des délégués ont appuyé leur cheffe lors d'un vote de confiance. N'en déplaise aux militants « pressés » qui veulent tenir un troisième référendum, le programme de gouvernance souverainiste est peut-être surtout le résultat d'une lecture réaliste de la conjoncture politique. Voyant que les Québécois ne sont pas prêts majoritairement à accepter un autre référendum et à appuyer la souveraineté, la cheffe du PQ est en quelque sorte contrainte, comme tous ses prédécesseurs, à trouver autre chose pour mobiliser l'électorat et reconquérir le pouvoir.

Dans ce contexte, comment se fait-il que devant tous ces signes d'usure et de déclin, les indépendantistes radicaux cherchent encore à miner la crédibilité du mouvement souverainiste en proposant de parler davantage d'indépendance ou en créant un nouveau parti, alors que plusieurs Québécois semblent trouver qu'il s'agit là d'un débat dépassé? Au-delà des réponses simplistes offertes par certains « purs et durs » qui pensent, comme par magie, que les Québécois vont adhérer à l'indépendance en se faisant marteler les vertus d'un pays imaginaire, c'est ailleurs qu'il faut chercher pour trouver les réponses. L'acharnement des radicaux est aussi le résultat d'un autre échec, trop souvent négligé: celui d'une majorité de fédéralistes du Québec qui ont cherché en vain, depuis plusieurs décennies, à construire une fédération où la province de Québec jouirait d'une autonomie particulière à l'intérieur du Canada.

Or le Québec n'a toujours pas ratifié la Constitution, et tous les premiers ministres, fédéralistes ou souverainistes, ont refusé d'adhérer à la Constitution de 1982. Les raisons de cet échec sont bien connues. Retenons que Trudeau, selon la brillante analyse de Kenneth McRoberts, aurait dans les années 1970 et 1980, modifié les fondements traditionnels sur lesquels reposait le Canada. Rompant avec la vieille interprétation d'un Canada biculturel, Trudeau, en imposant la Charte des droits et libertés, le multiculturalisme et le principe d'égalité des provinces, a modifié d'une manière durable l'identité canadienne, de sorte qu'il est aujourd'hui presque impossible de penser à une réforme du fédéralisme qui satisfasse les exigences du Québec sans soulever l'ire du ROC⁷. Pourtant, comme l'a démontré encore récemment le spécialiste de la sociologie électorale Pierre Drouilly, une forte majorité de Québécois continuent d'espérer une réponse du Canada aux revendications traditionnelles du Québec en matière constitutionnelle⁸.

Si les Québécois semblent encore séduits par une chimérique réforme de la fédération, le Parti libéral du Québec (PLQ), lui, a complètement abandonné cette idée. Révélateur de cette nouvelle tendance, le programme électoral du PLQ lors des dernières élections générales de décembre 2008 ne fait aucune mention d'hypothétiques réformes du fédéralisme, venant en quelque sorte confirmer qu'il s'agit là d'une mission impossible, voire explosive. Pourtant, le PLQ a longtemps été le grand défenseur de cette conception du Canada. On peut penser, entre autres, à Jean Lesage, à Robert Bourassa ou encore à Claude Ryan, des chefs qui, même s'ils rejetaient l'indépendance, étaient des nationalistes autonomistes à la recherche d'un statut particulier pour le Québec. Bref, la crise du nationalisme au Québec n'est pas seulement le résultat de l'incapacité des souverainistes à faire du Québec un pays, elle est aussi la conséquence de l'échec des fédéralistes québécois à répondre aux aspirations autonomistes des Québécois.

C'est dans cette perspective qu'il faut analyser la crise qui secoue actuellement le PQ. En effet, si, comme le souhaite une majorité de Québécois, le Canada avait répondu positivement à une réforme du fédéralisme reconnaissant plus d'autonomie au Québec, les indépendantistes en général et les radicaux en particulier n'auraient certainement pas le même argumentaire pour faire la promotion de la souveraineté. C'est précisément parce que le Canada a refusé tout compromis avec le Québec que les indépendantistes radicaux rejettent l'idée même du programme de gouvernance souverainiste, programme qui ressemble, à peu de chose près, aux revendications du PLQ de 1960 à 1990.

C'est donc la faillite de l'autre grand projet de société, l'autonomisme, qui est lui aussi en partie responsable de la crise au PQ. Car sans cet échec, les radicaux n'auraient certainement pas la même capacité de démontrer, avec raison, que le projet de société proposé par le reste du Canada est lui aussi un échec, à tout le moins au Québec. On retrouve là l'élément fondamental qui permet aux radicaux d'exister et de mener une lutte de tous les instants aux souverainistes modérés qui sont pourtant majoritaires au sein du PQ. Comme à leurs yeux une réforme du fédéralisme est illusoire, il ne reste plus que deux choix possibles : le statu quo ou l'indépendance. Voilà pourquoi ils sont prêts à tout pour obliger le PQ à modifier sa stratégie, au risque de provoquer une crise mortelle. Cet échec de la société québécoise tout entière, fédéraliste comme souverainiste, permet donc de répondre partiellement à notre question de départ : la crise au PQ est d'abord le résultat d'une faillite sociétale. Mais d'autres raisons tout aussi profondes viennent expliquer le déclin du mouvement souverainiste.

Les explications du déclin

Les années post-référendaires ont donné lieu à une multitude d'interprétations sur l'évolution de la société québécoise, la crise identitaire et le déclin du nationalisme. Certains, comme Jean-Herman Guay, ont vu dans l'évolution de la société québécoise depuis les cinquante dernières années, les bases d'un déclin du nationalisme. Le projet nationaliste québécois véhiculé autant par le PLQ que par le PQ aurait en bout de piste atteint une grande partie de ses objectifs, malgré son échec relatif⁹. Autrement dit, même si le Québec n'est pas encore un pays et même s'il n'a pas adhéré à la Constitution de 1982, les Québécois ne sont plus aujourd'hui dominés par une élite anglo-saxonne qui contrôle la vie politique, économique et culturelle, faisant des Québécois des subalternes que l'on méprise. Au contraire, les Québécois sont aujourd'hui, dans une large mesure, complètement affranchis de la domination anglophone, rendant les luttes nationalistes obsolètes. Bref, les Québécois contrôlent maintenant les principaux leviers économiques de la province, ils dominent la vie politique

autant que culturelle rendant par le fait même le nationalisme moins utile et moins efficace. Par exemple, cette image du Canadien français qui doit s'adresser en anglais à son patron d'usine, image pourtant encore forte dans l'imaginaire des années 1970, appartient maintenant davantage au folklore qu'à une réalité observable. C'est comme si les Québécois avaient, en quelque sorte, perdu les raisons matérielles de se révolter. Cette analyse, qui n'est pas sans évoquer le matérialisme qui a inspiré le courant marxiste, explique là aussi en partie les crises qui secouent le PQ. Les « raisins de la colère » n'étant plus là, le mouvement souverainiste en subit logiquement les conséquences en se marginalisant à petit feu.

Mathieu Bock-Côté, lui, préfère voir le déclin du nationalisme sous l'angle de la crise identitaire. La conversion progressive des élites nationalistes québécoises au multiculturalisme aurait créé un nouveau cadre théorique pour interpréter le nationalisme et surtout pour le remodeler¹⁰. Cherchant à bâtir une nouvelle société basée sur les valeurs progressistes québécoises et la tolérance plutôt que sur les référents historiques de la culture majoritaire, les néo-nationalistes de l'âge post-référendaire auraient dénaturé les fondements du nationalisme québécois au point de le vider de sa substance. À force de vouloir créer une nouvelle « société des identités » dans laquelle il est suspect d'établir un rapport avec une culture majoritaire, les nationalistes québécois, et plus particulièrement les souverainistes, détruisent la communauté politique sur laquelle repose le socle identitaire québécois. Cet acharnement des néo-nationalistes à présenter la culture majoritaire comme une culture parmi d'autres, de crainte d'être taxés d'ethnocentrisme, provoquerait une forme de « dénationalisation » des enjeux identitaires. Ce qu'il faut ici, on s'en doute, ce n'est pas bâtir une nouvelle société théoriquement fondée sur la diversité culturelle et idéologique, mais plutôt poursuivre la construction de la mémoire historique qui s'incarne, elle, dans la réalité. Il s'agirait donc, dans cette perspective, de rétablir le rapport à la culture majoritaire en réaffirmant les caractéristiques de la nation québécoise. Le propos, avouons-le, est pamphlétaire et mériterait à bien des égards d'être nuancé. Retenons cependant que l'abandon progressif d'un nationalisme fondé sur une histoire politique coupe le lien avec les mythes fondateurs qui permettent au nationalisme de se déployer, marginalisant le mouvement souverainiste et provoquant, en réaction, un sentiment d'urgence chez les radicaux.

Un nationalisme de crise

S'il est sans doute vrai que les luttes nationalistes ont aujourd'hui changé et que l'identité québécoise est diluée dans la construction du multiculturalisme, il ne faut surtout pas oublier que le nationalisme québécois est aussi le résultat d'une succession de conflits qui ont servi à alimenter les

partis politiques dans leurs projets de société. Cette construction nationaliste de l'affrontement nous rappelle que le monde politique est aussi le résultat d'une confrontation à l'intérieur du système politique, confrontation qui conditionne, en quelque sorte, l'environnement politique.

On peut ainsi remarquer que le nationalisme canadien-français, puis québécois, a régulièrement, depuis 1867, été alimenté par des crises relativement importantes. Ces crises ont permis au nationalisme de s'exprimer, mais elles ont surtout entretenu les mythes fondateurs qui permettent de tracer un fil conducteur entre les luttes actuelles et celles des générations précédentes. Par exemple, dès les premiers balbutiements de la Confédération dans les années 1870, les Canadiens français se montrent inquiets du sort réservé aux écoles francophones du reste du Canada, particulièrement au Nouveau-Brunswick et au Manitoba. L'affaire Riel en 1885 fera culminer cette inquiétude en véritable confrontation, prouvant du même souffle que le compromis de 1867 n'arrive que bien partiellement à réduire les tensions entre les deux groupes « linguistiques » fondateurs. Entre 1899 et 1902, la décision du gouvernement Laurier de participer à l'effort impérial pour combattre les Boers suscitera aussi de vives réactions anti-impérialistes au Québec francophone. Le désormais célèbre règlement 17, adopté en 1912 et faisant de l'anglais la langue usuelle dans les écoles ontariennes provoquera, là encore, le sentiment nationaliste des Canadiens français du Québec et enflammera la vie politique provinciale et fédérale jusqu'à l'adoption de la première conscription en 1917, une autre source de division profonde. L'arrivée de Maurice Duplessis en 1936 contribue elle aussi à entretenir la crise, de sorte qu'en 1939 l'élection provinciale prend des allures de plébiscite sur la participation canadienne à la Deuxième Guerre mondiale. La crise s'accroît bien sûr au moment où les Canadiens français se sentent trahis par Mackenzie King à l'occasion du plébiscite de 1942 sur la conscription.

Les années 1950 seront le théâtre d'affrontements constitutionnels sur la question fiscale avec les travaux de la Commission Tremblay sur les problèmes constitutionnels en 1953 et la création de l'impôt provincial sur le revenu en 1954. Si dans les années 1960 le gouvernement Pearson semble faire des ouvertures aux nationalistes du Québec, c'est la question linguistique qui alimente cette fois la crise. Les événements survenus à Saint-Léonard en 1968 et 1969 sur l'obligation pour les immigrants d'origine italienne de fréquenter les écoles francophones sèment les germes d'une crise qui alimentera le débat public jusqu'à la fin des années 1980. La crise d'octobre de 1970 et l'adoption des mesures de guerre symboliseront, à elles seules, l'intransigeance et l'incompréhension du gouvernement fédéral et provincial devant la montée d'un nationalisme à tendance révolutionnaire. Le nationalisme québécois va ensuite culminer au cours de la longue période des crises politiques et

constitutionnelles qui débute en 1971 avec la conférence de Victoria et qui se poursuit plus de vingt ans plus tard avec les échecs de Meech, de Charlottetown et du deuxième référendum sur la souveraineté en 1995. Tous ces événements montrent bien que tous les partis politiques ont pu compter sur la « crise nationale » pour mobiliser l'électorat. Ce fut le cas autant du Parti libéral de Robert Bourassa que du Parti québécois de René Lévesque. Cette mobilisation par la crise est cependant de moins en moins présente, expliquant entre autres la marginalisation du Bloc québécois à l'occasion des dernières élections fédérales et les crises à répétition au sein du PQ.

La perte de conscience nationale

S'il y a une chose que l'on doit maintenant constater, c'est que la crise nationale est aujourd'hui de plus en plus absente des débats de société. Autrefois assises du débat politique, les tensions nationales ont presque complètement disparu depuis le dernier référendum de 1995. Il y a bien eu le scandale des commandites au début des années 2000, mais cette micro-crise n'est en rien comparable à celle de la conscription ou au rapatriement de la constitution. Certes, on peut expliquer le relâchement des tensions par une lassitude prévisible des Québécois devant les échecs des dernières décennies et aussi peut-être par le fait que le nationalisme n'est plus tout à fait en phase avec son époque, comme ce fut le cas dans les années 1960 avec le mouvement de décolonisation. Il y a aussi, et peut-être surtout, que la classe politique fédéraliste a compris que la crise servait de puissant levier aux ambitions nationalistes des Québécois. En refusant systématiquement d'entrer sur ce terrain fertile, les partis fédéralistes coupent l'un des fondements les plus profonds du nationalisme québécois : le sens de l'histoire. Voilà qui explique, en partie, pourquoi les partis fédéralistes sont si peu enclins à rouvrir le dossier constitutionnel.

Mais il y a plus. Cette absence de crise constitue peut-être aussi un élément de rupture dans l'évolution identitaire des Québécois. Plus individualistes, les Québécois sont aussi moins touchés par la défense des droits collectifs, confortant le reste du Canada dans cette volonté bien stratégique de ne pas réanimer ce qui est maintenant devenu le vieux débat Québec-Canada. En effet, pour le citoyen de la décennie 2010, le rapatriement de 1982 n'est que le lointain souvenir d'une bataille menée par une autre génération. Il en va de même pour les accords de Meech et de Charlottetown. Les revendications nationales prennent donc de plus en plus une dimension abstraite qui ne trouve plus d'ancrage dans la société québécoise. Désespérés par l'échec d'une société, ne pouvant plus compter sur le sentiment de révolte, noyés dans l'ensemble multiculturel canadien et sans un conflit pour ranimer la flamme nationaliste, les Québécois

perdent peut-être peu à peu cette conscience nationale qui permettait au mouvement souverainiste d'incarner les ambitions d'une société.

Cette perte de conscience est-elle symptomatique d'une amnésie permanente ou temporaire? S'agit-il au contraire d'une transformation de la conscience nationale, transformation déjà observée à l'intérieur d'autres collectivités minoritaires, et où l'on assiste à une forme de «résignation tranquille»? Difficile à prévoir, le monde politique étant par nature instable et imprévisible. Entre-temps, les Québécois continuent d'oublier le sens de l'histoire, provoquant du même souffle la tourmente qui secoue actuellement le PQ. Chose certaine, devant tous ces constats, les indépendantistes radicaux ne trouveront, ni dans un changement de leader, ni dans la création d'un nouveau parti politique, les éléments qui permettront de relancer une cause peut-être déjà perdue, à tout le moins sous sa forme actuelle.

Notes et références

1. Comeau, R., «Crise au PQ: il y a 30 ans, Pierre Bourgault faisait le même constat», *Le Devoir*, 22 août 2011, p. A7.
2. Voir à ce sujet l'excellent résumé de Graham Fraser: Fraser, G., *Le Parti Québécois*, Montréal, Libre Expression, 1984, p. 207-303.
3. Notons cependant que le programme de 1989 propose d'abord des référendums sectoriels, portant sur autre chose que l'indépendance.
4. À l'occasion du Congrès de novembre 1996, Lucien Bouchard obtient un résultat jugé modeste 76,2% lors du vote de confiance des délégués.
5. Castonguay, A., «Référendum: les Québécois ne sont pas pressés», *Le Devoir*, 15 novembre 2010, p. A1.
6. Guay, J.-H., «L'après-Jack: l'avenir du NPD au Québec», *Options politiques*, vol. 32, no. 9, 2011, p. 33-37.
7. McRoberts, K., *Un pays à refaire*, Montréal, Boréal, 1999, p.337-384.
8. Drouilly, P., «La grande illusion», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 19, no. 1, 2010, p. 111-114.
9. Guay, J.-H., «Les raisins de la colère», Conseil national du PQ, octobre 2003.
10. Bock-Côté, M., *La Dénationalisation tranquille*, Montréal, Boréal, 2007, p. 171-176.